Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 7 (1957)

Heft: 1

Artikel: Histoire d'une crise

Autor: Aguet, Jean-Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-79170

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tochter» die Rede[65]. Noch um 1496 beteiligt sich «der Fritschi» als stadtbekannte Persönlichkeit an einer Ammannwahl in der Kapellkirche[66].

Wir schließen mit dem Grundgedanken unserer Darlegung, daß nämlich das Fritschibrauchtum mit seinen gewiß deutlich urtümlichen und archetypischen Elementen für Luzern eine spätmittelalterliche — durchaus nicht unwandelbare —, aus dem romanischen Kulturkreise bezogene Erscheinung ist, die mit der gesellschaftlichen oder dramaturgischen Leistung und Leitung einer historischen Persönlichkeit verknüpft war. Luzern hat als erste nordalpine Stadt an der Gotthardroute dieses Brauchtum individuell rezipiert. Diese Hypothese würde freilich in dem Augenblicke dahinfallen, da die Existenz des Brauchtums wesentlich vor 1400 bewiesen werden könnte. So oder so aber sind die näherliegenden Erklärungsversuche den andern vorzuziehen.

HISTOIRE D'UNE CRISE

Par Jean-Pierre Aguet

Actuellement il n'est plus d'années où l'on ne puisse constater des progrès réalisés dans le domaine des recherches d'histoire économique qui, outre les anciens terrains exploités assidûment, en gagnent de nouveaux, mis en œuvre par des chercheurs dont le nombre semble s'accroître.

Dans le cadre du remarquable renouvellement qui s'est manifesté depuis une quarantaine d'années dans les études historiques de langue française, il n'y a pas très longtemps que l'on s'est mis à l'analyse des phénomènes économiques et sociaux qui se produisirent dans la France du XVIIIe et du XIXe siècles; période dans laquelle demeurent encore inexplorées de larges portions, comme celle des années 1815 à 1848 sur laquelle les ouvrages de Levasseur et d'H. Sée — pour ne citer que ceux-là — restés seuls valables encore que dépassés, ne nous fournissent plus que des renseignements très insuffisants. Pourquoi cette période est-elle ainsi négligée par les historiens versés dans de pareilles techniques de recherches? Par leur complexité,

---

[65] Prot. des Neunergerichtes, I, fol. 14, 33 (Staatsarch. Lu.). — Die Tochter ist wohl identisch mit Greti Fritschi, die 1480 einen Zivilstreit mit den Verwandten ihres Gatten ausficht (Ratsprot. Lu., Va, 515b, wo auch Gretis Vater erwähnt wird. Ein Mißverständnis dieses Textes hat wohl Anlaß gegeben zur verfehlten Mythologie von «Fritschis Brautlauf». — Vgl. auch Steuerbuch I, fol. 464r, Staatsarch. Lu.).

[66] Prot. Neunergericht, I, 287, 291 (Staatsarch. Lu.).

Weitere Erwähnungen des Namens: Hans Fritschi, 1450er Jahre (Urkd.-Reg. 271/4790, Harnischschau, Staatsarch. Lu.), Fritschi Haug um 1490 (Prot. Neunergericht, I, 210, Staatsarch. Lu.), Jakob Fritschi 1525 (Ratsprot. Lu., XII, 117a, Staatarch. Lu.).

leur enchevêtrement, les phénomènes de la Restauration et de la Monarchie de Juillet demeurent, il faut le reconnaître, difficiles d'accès; toute tentative d'explication synthétique en est ardue; le problème des sources d'archives n'est pas le moindre obstacle, à côté de celui de la mise au point de méthodes propres d'analyse critique.

Toutefois, à mesure que les recherches s'accumulent, s'approfondissent, on discerne une physionomie générale renouvelée de cette période qui peut être esquissée notamment en se fondant sur les hypothèses de travail éminement fécondes et les travaux du professeur Ernest Labrousse et de ses «disciples»: période où se dessinent les effets cumulatifs, à long comme à court terme, de la révolution politique et sociale déclenchée dès 1789 et de ce que l'on est communément convenu d'appeler la «révolution industrielle»; période où se marque encore la transition d'une économie d'ancien type à prédominance agraire à une économie nouvelle où l'industrie textile, industrie légère, joue le rôle pilote. L'un des plus importants élements de cette mise en place porte précisement sur les circonstances économiques et sociales de la période de crise de 1846—1851 dont l'influence sur les événements politiques parallèles — révolution de Février, Seconde République et coup d'Etat de 1851 — ne saurait être niée et dont la compréhension de «tournant du siècle», politique comme économique, apparaît de plus en plus nécessaire pour l'explication de l'histoire du XIXe siècle. Un ouvrage récent se range parmi ceux — sortes d'événements historiographiques — qui dégagent des perspectives importantes, souvent déjà soupçonnées, parfois nouvelles, qui contribuent ainsi à étayer solidement par leurs contributions originales plus d'un élément qui n'était qu'isolé ou hypothétique, tout en fournissant des indications précieuses de méthode[1].

C'est en effet du double point de vue de la méthode et des résultats qu'il convient d'analyser ces études importantes. Dans ses «*Panoramas de la crise*», le professeur E. Labrousse, avant de situer la recherche et ses résultats, fait une mise au point préliminaire, nécessaire: «Vues de très hauts, des belvédères d'une Histoire simplifiée, ‚les crises' déroulent au loin leur paysage uniforme de décombres. Un paysage lointain est toujours un peu imaginé, supposé, composé... Mais quand, ensuite, descendus du belvédère, nous trouvons sur le terrain tout autre chose,... loin de nous contester nous-mêmes, nous contestons ‚la crise'... Au lieu de notre propre concept, que nous aurions flatteusement retrouvé sur place, voici une réalité inégale, un champ de ruines et d'activités où des mesures sont à prendre, des superficies à calculer, des proportions à établir, finalement un lourd bilan de destructions à présenter...» Il note en outre que «les sujets ont été choisis en raison de leur intérêt propre — et de la disponibilité des travailleurs en

[1] *Aspects de la crise et de la dépression de l'économie française au milieu du XIXe siècle (1846–1851)*. Etudes publiées sous la direction de E. Labrousse. La Roche-sur-Yon, Imprimerie centrale de l'Ouest, 1956, in-8°, 356 p., carte, graphiques, tableaux (Bibliothèque de la Révolution de 1848, t. XIX).

état de les traiter», pour ajouter enfin, réserve importante, que «la nature du sujet excluait une véritable étude de causalité pour laquelle il eût fallu un cadre chronologique et géographique beaucoup plus vaste». Il place finalement la crise par rapport à celles qui l'ont précédée: «Si nouvelle, si originale à tant d'égards que soit la crise de 1847, d'irrécusables, de capitales ressemblances apparaissent, tant avec celles qui la précèdent au cours de la première moitié du XIXe siècle, qu'avec celles du siècle d'avant. Malgré ce qu'on continuera d'appeler commodément ici la révolution industrielle — et dont on ne cherchera pas dans ces quelques pages où j'ai dit que les problèmes d'interprétation économique ne seraient pas repris, l'influence qu'elle peut exercer déjà sur le cycle — la crise demeure la même rencontre traditionnelle de catastrophes. Bornons-nous à observer: en 1846 et 1847, catastrophe agricole et catastrophe textile — dans une économie industrielle que le textile domine toujours de très haut — vont notamment cumuler leurs pressions.» Formellement, on sait ce dont il va être question: une approche partielle, par plusieurs côtés, d'un phénomène infiniment complexe.

Nombreuses sont tout d'abord les indications de méthodes qu'il convient de signaler. Sans exception, tous les auteurs de ces études se sont trouvés devant un problème de documentation qu'ils ont résolu avec plus ou moins de facilité. L'explication s'en trouve dans les malheureux constats de déficiences partielles ou plus brutalement totales — en raison de lacunes dans les archives — ou encore momentanées — faute de classements de séries ou de recherches plus approfondies — qui sont dressés dans plus d'une de ces pages. Toutefois les documents qui ont été exploités demeurent d'une richesse exceptionnelle et symptômatique: il faut surtout retenir ici le nombre impressionnant d'indices sur les fluctuations économiques et sur les variations sociales qui ont été tirés de sources extrêmement diverses, témoignant d'une approche directe, relativement aisée et sûre, ou au contraire d'une approche indirecte où l'interprétation des documents demeure difficile et souvent incertaine.

Outre les «mercuriales» des prix des céréales — devenues sources «classiques» depuis la fameuse thèse complémentaire de M. E. Labrousse — toute une série de documents ont été mis en œuvre avec plus ou moins de succès pour reconstituer le paysage agricole de ce milieu du XIXe siècle. Notons que se confirme la difficulté de détermination des variations de prix des denrées alimentaires autres que les céréales, non cotées aussi régulièrement sur les marchés, notamment de la pomme de terre dont on sait le rôle dans la crise; difficulté à trouver des indices de prix et plus encore à établir des séries continues. Un autre indice partiel sur la situation rurale, plus rarement exploité, concerne l'évolution des fermages: l'étude portant sur la Sarthe est sur ce point particulièrement révélatrice, permettant de distinguer les «profiteurs» des victimes de la crise.

Du côté de l'industrie, les auteurs ont exploité diversement les documents renseignant sur l'évolution des revenus d'impôts de patentes ou sur

les variations de fréquence des faillites, indices extérieurs sur la santé de l'artisanat ou de la moyenne et de la grande entreprise. La connaissance même de la structure et de la marche des entreprises continue à se heurter en revanche à des difficultés insurmontables, les archives de celles-ci, là où elles existent, demeurant exceptionnellement consultables, ce qui nous prive d'un élément de compréhension de première importance. Dans le domaine du commerce, les registres douaniers et d'octroi, les statistiques des ports maritimes et fluviaux ont fourni plus d'une indication sur le mouvement des marchandises, soit des denrées alimentaires, soit des matières premières destinées à l'industrie. Les variations de salaires — et là aussi se confirme une constatation déjà faite à plus d'une reprise — demeurent, pour la période qui précède 1848, difficiles à déterminer: les indications isolées sont nombreuses, mais leur incertitude et leur homogénéité douteuse empêchent de constituer des séries continues.

Beaucoup de ces éléments fournissent également des indices sur le côté social des choses, notamment sur la classe dirigeante. Pour la classe ouvrière, dont on sait qu'elle est beaucoup plus difficile à connaître dans le détail de sa mobilité, notamment en temps de crise, les indices partiels fournis par les variations de dépôts et de retraits aux caisses d'épargne, des engagements et des dégagements aux Monts-de-Piété viennent s'ajouter à ceux fournis par l'analyse des séries de police et des finances et délibérations des nombreuses communes qui distribuèrent des secours de crise par l'intermédiaire de bureaux de bienfaisance, d'ateliers de charité, de bons de denrées alimentaires ou sous tout autre forme. Du côté financier, les obstacles paraissent assez grands: s'il est possible de connaître les fluctuations boursières, les correspondances financières demeurent sources exceptionnelles, mais du plus haut intérêt comme le prouve l'étude de M.Tudesq. Les indications démographiques renseignent approximativement sur les proportions respectives de la population occupée dans l'agriculture et l'industrie, mais sont difficiles à interpréter — surtout à court terme — quand il s'agit des taux de mortalité, de natalité ou de nuptialité. Restent enfin, sur une période où les lacunes d'archives sont nombreuses, les témoignages d'opinions, souvent irremplaçables, mais approximatifs et difficiles à interpréter, de la presse.

Si la préoccupation centrale de ces études demeure avant tout économique, deux points de l'analyse sociale doivent être signalés: recherches d'opinions d'une part, phénomène de conscience de classe d'autre part, l'un positif, l'autre négatif. Dans son étude — l'une des plus originales de ce recueil — sur les réactions des millieux d'affaires parisiens face à la crise de 1847 — M. Tudesq a utilisé, en les adaptant au donné historique, les conclusions obtenues dans le domaine des sondages d'opinions, notamment celles énoncées par M. Jean Stoetzel dans son *Esquisse d'une théorie des opinions*. Il a centré son analyse systématiquement sur des éléments précis — les opinions des milieux d'affaires — et surtout sur l'influence même

que ces opinions, faits historiques incontestables, peuvent avoir exercé sur l'évolution même de la crise. Certains diront que ce n'est là que systématisation d'éléments méthodologiques dispersés dont tiennent depuis longtemps compte les historiens aguerris à la critique des témoignages: il y a plus que cela: la méthode plus rigoureuse, plus efficace dans l'analyse sociale, mieux adaptée en tenant compte du plus de nuances possible. Elle permettra sans doute de nouvelles tentatives de sondages rétrospectifs d'opinions, en dépit des difficultés qu'ils offrent, dans le domaine de la documentation notamment.

L'autre question, celle des phénomènes de conscience de classe, touche aux critères de délimitation des groupes sociaux, engagés dans la crise de 1846—1851, et d'analyse de leur évolution interne et des conflits qui les opposent. Dans des exposés qui soulignent les difficultés de documentation, les auteurs usent de termes vagues qui montrent combien de terrain il reste à explorer pour en arriver à mieux connaître, et non plus à trop souvent supposer, le contenu des milieux d'affaires, du prolétariat et des groupes bourgeois ou ruraux qui jouent leur partie dans ces années dramatiques. Il faut sur ce point relever l'étroitesse relative — qui peut être définitive dans certains cas, toujours faute de sources d'information — des critères de distinction sociale choisis dans ces études, critères presque uniquement économiques: salariés ou non salariés, avec des degrés divers, parfois très nuancés dans chacune de ces catégories. Il n'est pas aisé, certes, de donner une définition sociologique des groupes humains, surtout quand il s'agit de groupes qui ont joué leur rôle historique, il y a plusieurs décennies, et sur lesquels les sources sont limitées, souvent difficiles à interpréter. La façon dont sont traitées notamment les questions de prise de conscience de classe, phénomènes qui relèvent autant de la psychologie sociale que de l'histoire, apparaît si rapide que l'on peut légitimement se demander si une sorte de schème intellectuel, de la nature précisément de ceux que dénonce M. E. Labrousse, n'a pas joué en pareille occasion. Qu'appelle-t-on prise de conscience de classe? A partir de quel moment et dans quelles circonstances peut-on dire qu'un pareil phénomène se produit? Quels en sont les indices documentaires? Sur ce point litigieux, la recherche reste entière à faire. Elle devrait être tentée pour l'avancement de l'histoire sociale pour préparer «l'étude des psychologies sociales — une des grandes tâches de l'Histoire de demain», pour reprendre les termes si justes de M. E. Labrousse.

Il est temps d'en venir à l'analyse rapide des résultats des recherches accumulés dans cet ouvrage: chaque auteur a pris soin au préalable de définir son champ d'étude qui, tantôt, se limite au domaine économique, tantôt, fait des incursions plus ou moins poussées dans le domaine social. Si l'on met de côté l'étude introductive de M. E. Labrousse, l'ouvrage rassemble onze contributions. Outre la recherche particulière de M. Tudesq, déjà citée, deux études portent sur les aspects agricoles de la crise — dans la région de Caën et dans le Loir-et-Cher — trois sur ses aspects industriels —

dans le Nord, à Rouen et dans les régions textiles du Calvados — une sur le cas très révélateur du port de Marseille, enfin quatre sondages à travers l'économie française touchent au Bas-Rhin, à la Côte-d'Or, à la Sarthe et au Var.

A cela s'ajoute une très précieuse carte des troubles dus à la cherté des grains. D'une lecture aisée, elle laisse apparaître une localisation relative des troubles dans la région Centre-Ouest de la France, région agricole avant tout, où la crise paraît avoir gardé encore nombre d'aspects des troubles économiques cycliques d'ancien type. Fondée sur la documentation fournie par la série F 7 des Archives nationales et par les archives du ministère de la Guerre, qui méritent d'être mieux exploitées comme sources d'histoire sociale, cet «aperçu» est un exemple à suivre et «incitera sans doute ceux qu'il intéressera à s'enquérir des cartes à plus grande échelle qui en sont la base, bien que, simples instruments de travail, elles ne soient pas susceptibles de reproduction».

Parler de la «crise de 1847 vue par les milieux d'affaires parisiens» exigeait, comme M. Tudesq en donne la preuve, une vaste étude préliminaire des cadres de l'activité économique et des éléments sociaux, susceptibles d'émettre des opinions sur une telle activité. La crise financière se marqua dès octobre 1846 surtout par une rareté croissante de numéraire: les dépressions successives des fluctuations boursières, les difficultés des compagnies de chemins de fer, les mesures de défense économique de la Banque de France — hausse du taux de l'escompte — soit autant de phénomènes sur lesquels jouent conjointement facteurs matériels et psychologiques et qui eux-mêmes réagirent sur le cours de la crise dans une mesure qu'il est souvent difficile de préciser, sont là pour le prouver avec leurs lourdes conséquences dans le domaine industriel et commercial. Les interprétations données par les contemporains varient considérablement, allant d'une minimisation de l'aspect rural de la crise générale à une critique plus ou moins poussée des défauts de l'organisation du crédit — portant sur le rôle des facteurs spéculatifs — des échanges — protectionnisme ou libre-échange — et du rôle de l'Etat dans l'économie — interventionnisme ou non. La crise de 1846—1847 paraît, si l'on suit M. Tudesq, avoir fait naître de nouveaux réflexes économiques dans les milieux d'affaires, notamment l'idée que la crise, crise de croissance ou crise périodique, était un élément du nouveau système économique. Autre élément important, la crise financière a été interprétée par certains «esprits clairvoyants» comme «un élément d'usure pour le régime». Elle a, en tout cas, bien que close à la veille de la révolution de février 1848, rendu les marchés financiers particulièrement sensibles aux moindres rumeurs.

L'étude des aspects agricoles de la crise fait appel à des notions plus familières depuis les recherches de M. Labrousse et de M. Chabert. La région de Caën vit se dérouler une crise céréalière en deux phases avec un temps intermédiaire: hausse constante d'avril 1846 à mai 1847, violente et

de longue durée, puis baisse rapide jusqu'en mai 1848, suivie d'une dépression des prix jusqu'à la fin de 1851. La cause de la crise se trouve dans la succession de deux mauvaises récoltes en 1845 et en 1846. L'hypersensibilité des marchés des céréales, maintes fois soulignées dans les recherches économiques, apparaît ici de façon évidente, le marasme se trouvant accru par la spéculation des blatiers, dans le cas de la hausse comme de la baisse, et ne trouvant pas de compensation dans d'autres secteurs agricoles, étant donné notamment la crise de sous-production de la pomme de terre dès 1845. A cela s'ajoutent des difficultés à long terme dans le domaine des produits de l'élevage bovin. «Nous avons, conclut M. G. Desert, des crises juxtaposées, de durées inégales, d'intensité variables, plus qu'une crise unique. Pour certains produits..., la crise n'est que relative ... tandis que, pour d'autres, ... elle n'est qu'un moment d'une plus longue dépression.» Une analyse — brève, étant donné la série limitée des indices recueillis — des conséquences sociales des diverses phases de la crise termine cet exposé. Dans le Loir-et-Cher, nous retrouvons, à peu de choses près, une crise céréalière aux fluctuations semblables. Toutefois, M. Dupeux a surtout envisagé les conséquences de la crise sur les divers groupes sociaux: c'est là la partie la plus discutable de son étude. Il constate la mauvaise qualité des renseignements qu'il a été amené à retrouver et leur interprétation difficile; il donne néanmoins une série de calculs sur les variations de revenus des diverses catégories sociales touchées; ces calculs apparaissent comme théoriques, comme en porte-à-faux, étant donné que l'auteur a omis de préciser l'origine des éléments utilisés; d'où ce qu'a d'hypothétique, en dépit de son intérêt, une grande partie de cette étude.

Les études sur les aspects industriels de la crise font état des bouleversements survenus avant tout dans l'industrie dominante du textile, sans toutefois négliger les effets ressentis par les houillères de la région d'Anzin — qui ne furent touchées gravement qu'après 1848. Tandis que dans le Calvados, l'industrie textile en est encore à un stade ancien, semi-rurale, à peine mécanisée, sans réseau commercial efficace, les régions du Nord et de Rouen apparaissent beaucoup plus modernes, la capitale de la Seine-Maritime, métropole cotonnière où la mécanisation n'a touché principalement que la filature, travaillant pour des marchés populaires, tandis que les trois villes textiles du Nord ont chacune une production dominante particulière, Lille travaillant surtout le coton, Roubaix tissant avant tout la laine qui lui est fournie en grande partie par Tourcoing qui assure le peignage et le filage de celle-ci, toutes trois produisant au gré d'une modernisation «opérée grâce à une compression des prix de revient et par conséquent des salaires». Pareilles différences de conditions rendirent ces industries diversement sensibles à la crise.

Dans le Nord, il semble qu'une crise industrielle de surproduction ait précédé la grande crise des subsistances de 1846—1847. La coïncidence de ces deux troubles majeurs provoqua le «paroxysme de la crise» qui se fit

sentir d'ailleurs à des degrés divers dans les trois métropoles textiles. Les événements de février 1848 eurent des conséquences sérieuses sur une industrie textile encore branlante qui ne se remettra qu'en 1852, principalement sous le stimulant politique du coup d'Etat.

A Rouen, aussi, la crise des subsistances parait avoir été précédée d'un malaise textile dont l'origine se situe en 1844: dans les deux domaines, la catastrophe apparaît dès l'automne 1846. On retrouve à ce propos des critiques de milieux d'affaires qui ne sont pas sans analogie avec celles citées dans l'étude de M. Tudesq: on s'en prend au caractère spéculatif des compagnies de chemins de fer et à la mauvaise organisation du crédit; là aussi, la révolution de février provoquera un rebondissement de la crise industrielle. La répression de l'insurrection à la fin d'avril 1848 marqua le début d'une vive réaction sociale et politique qui, visant à la reprise industrielle comme à la lutte anti-ouvrière, ne parvint pas à réaliser totalement l'un et l'autre de ces objectifs avant le coup d'Etat.

Dans le Calvados, la crise industrielle apparaît, plus encore qu'à Rouen et dans le Nord, «intimément liée à la crise des hauts prix agricoles et à la hausse des denrées»; elle rebondit aussi après février 1848: «Il est frappant... de voir la production littéralement rythmée par les événements politiques» jusqu'en 1852, la crise du crédit, la mévente industrielle due aux hauts prix agricoles, la hausse des matières premières constituant les autres indices de cette dépression persistante. Comme, dans certains départements agricoles, la crise eut des effets à long terme sous la forme de modifications des techniques agraires, cette industrie «artisanale» — comme probablement l'industrie plus moderne — subit des bouleversements de longue durée: régression du tissage à domicile et accentuation de la concentration des entreprises.

Le cas du port de Marseille est celui d'un secteur où, pour reprendre les termes de M. E. Labrousse, «la crise apparaît parfois comme un facteur passager de prospérité», notamment en raison des importantes importations de blés pour compenser les déficits céréaliers. Mais la grande métropole méditérranéenne ne fut abritée que temporairement: dès 1847, des indices critiques firent leur apparition; 1848 vit l'économie de la ville touchée tant par les contrecoups des événements politiques que par la crise commerciale générale se traduisant, là comme ailleurs, par un manque de numéraire, paralysant les affaires. «La crise économique atteint Marseille avec retard, mais elle l'a atteint.» La reprise se dessina, très hésitante, depuis l'insurrection de juin 1848 jusqu'en 1852, au terme d'une longue dépression: le coup d'Etat survint au moment où la crise se faisait encore sentir.

Etudes de géographie économique régionale pendant la crise de 1846 à 1851, telles sont les «sondages» qui terminent l'ouvrage. Certains indices permettent de penser que dans une large mesure l'économie française à la veille de la crise se trouvait encore en partie cloisonnée, comme elle le fut sous l'Ancien Régime. Les structures économiques du Bas-Rhin, de la

Côte-d'Or, de la Sarthe et du Var, comme celles des départements déjà examinés, offrent de considérables différences, mais aussi des concordances.

Le Bas-Rhin, département encore rural en majorité, à l'inverse de son voisin de la Haute Alsace, fut l'un des plus touchés par la crise agraire qui s'y manifesta plus tôt qu'ailleurs. En outre, «au moment même où se développe, dans la région, une crise de sous-production agricole sans précédent, commence à apparaître une crise de surproduction industrielle» dans le textile. Il faut relever que, comme à Rouen et dans le Nord, les indices de malaise dans l'industrie textile étaient plus anciens que la mauvaise récolte de 1845 à la suite de laquelle les prix des subsistances commencèrent à monter, alors que dans le Calvados, le Loir-et-Cher, dans la Sarthe, ils ne commençaient à monter que dans le courant de 1846: analogie et différence de rythmes qui méritent d'être soulignées. Là aussi, la crise reprend après février 1848 avec son double aspect de dépression agricole et de mévente dans l'industrie, la reprise dans cette dernière se situant en 1849, soit plus tôt que dans les autres régions textiles signalées.

La Côte-d'Or, département rural, vit «comme une région isolée, devant se suffire à elle-même» au carrefour de voies naturelles de communications encore mal exploitées par l'homme. La crise céréalière y fut «forte, brusque et brève». Elle s'accompagna d'une crise dans la production et sur les marchés d'autres denrées alimentaires et eut des contrecoups dans l'industrie textile, dont «la baisse de production... paraît... suivre d'assez près la disette céréalière», et dans l'industrie métallurgique. Dans cette dernière où ni la mécanisation, ni les techniques n'étaient guère poussées en dépit d'une production de qualité, la crise aura des effets à long terme: seules, les entreprises dont la structure s'accorde avec les conditions économiques régionales, «tiendront le coup». La crise provoqua également des modifications de structure profondes dans d'autres secteurs de l'économie de la Côte-d'Or, entraînant notamment un accroissement de la concentration des entreprises et «une amélioration locale des conditions de transports».

Comme l'étude agricole sur la région de Caën, l'étude très complète sur l'économie de la Sarthe, «département profondémment rural, alourdi de traditions lointaines, effleuré seulement par les innovations économiques, que va surprendre le grand ébranlement de 1848», est un excellent exemple de monographie qui, nous l'espérons, sera imité. L'exploitation précieuse qui y est faite des indices fournis par l'étude des conditions de fermages — «le mode de faire-valoir le plus répandu» — montrent la montée de la rente foncière qui favorise une classe bourgeoise urbaine dont le «réflexe» essentiel reste cependant terrien. Les capitaux de la rente foncière — et ce sont là les renseignements les plus intéressants fournis par l'auteur de cet exposé — sont consacrés, non à l'industrie, mais à la «bâtisse», d'où l'intérêt des indices d'activité dans le bâtiment pour connaître le climat économique, le facteur psychologique jouant essentiellement au moment où il s'agit de construire. Il semble enfin que l'on retrouve dans la dépression qui suit

1848, ce «refus du crédit» qui finit «par engourdir l'économie en lui enlevant toute élasticité» et détermine «un cercle vicieux dans lequel la bourgeoisie, détentrice des fonds et initiatrice de cette tendance, finissait par être enveloppée elle-même». Ce «cercle vicieux» offre l'intérêt particulier d'un cas original qui n'est probablement pas unique.

Reste le cas, lui aussi original, d'un département méditerranéen qui possède une économie très différente de celles des départements examinés jusqu'à maintenant, tous situés dans la partie Nord de la France. Département rural, qui n'a en commun avec le Loir-et-Cher et la Côte-d'Or que la production viticole, cas très particulier qu'il serait trop long d'examiner ici; département maritime où Toulon joue un rôle essentiel; département aux industries particulières (parfumerie, huileries, soude, constructions navales, etc.). L'économie varoise fut épargnée par la crise agricole «fort attenuée par rapport aux autres régions», apparaissant comme un secteur «relativement abrité», mais comme celle de Marseille, elle ne devait pas échapper aux effets de la crise commerciale générale qui suivit: «Le resserrement du crédit et la disparition du numéraire, la baisse des prix, l'arrêt de la plupart des transactions et d'un grand nombre de productions... fut sans nul doute énormément aggravé par l'incertitude de l'avenir politique.» Là aussi, on peut relever des conséquences à long terme de la crise sous la forme d'une sélection favorable aux industries mécanisées, c'est-à-dire les plus modernes, et d'un accroissement de la concentration des entreprises.

A travers tous ces cas particuliers, nuancés à l'infini, si l'on cherche les «grandes concordances», les «aspects dominants du drame économique et social» de 1846 à 1851, on peut noter, sur la base provisoire de ces études, que cette période fut marquée par deux crises générales, séparées par un temps court de convalescence. La première crise, encore que précédée dans plusieurs régions industrielles de troubles d'une nature qui reste à être précisée — surproduction ou crise de croissance? — fut d'origine agricole — crise céréalière qui se superpose à la crise de la pomme de terre — et se déchaîne suivant les régions et à des degrés divers entre le milieu de 1845 et la fin de 1847. En dépit des indices de reprises qui se multiplièrent dans le second semestre de 1847, il faut reconnaître, avec M. E. Labrousse, que «la révolution éclate dans une société économique encore sinistrée». Dès 1848, les événements politiques, secondaires jusqu'alors, jouent leur partie majeure, transformant la baisse «normale» des prix agricoles à la suite de la bonne récolte de 1847 en dépression agraire à long terme dont les effets se répercutent dans tous les secteurs d'une économie — industrie, commerce, organisations de crédit — eux-mêmes victimes de ces mêmes événements au cours de leur difficile rétablissement. Crise de confiance, crise du numéraire, très diverses, sur lesquelles les études analysées offrent nombre d'aspects nouveaux, prouvant leur intime liaison; crises qui ne se sont résolues, et encore de façon très variable, que dans les années qui suivent 1851: ainsi, si l'industrie textile se remit rapidemment alors, l'industrie lourde, la der-

nière touchée, se sera à peine relevée au moment de la crise cyclique de 1857.

Telles sont quelques-unes des données essentielles de cet ouvrage capital; on pourrait en relever d'autres en nombre considérable, notamment dans le domaine social. Il convient de souligner le soin apporté par chacun des auteurs à nuancer de la façon la plus précise, la plus rigoureuse possible, l'analyse et l'interprétation des résultats obtenus dans leurs recherches sur les fluctuations économiques, les variations sociales et leurs interactions. Le résultat en est une série de contributions de premier ordre, à quelques réserves près, et qui inaugurent un immense champ de fouille de façon remarquable. D'un tel ouvrage de recherches, que peut-il ressortir en effet, outre les indications méthodologiques et un «tableau de chasse» fructueux, sinon des perspectives pour des travaux futurs? La crise financière mériterait d'être analysée de façon approfondie pour suivre le cheminement de ce resserrement, pour ne pas dire de cet effondrement, du crédit qui se traduit par faillites bourgeoises et endettements paysans, jouant ainsi un rôle pertubateur extrêmement important, signalé partout, au milieu de la dépression des prix agricoles et industriels qu'il contribue à aggraver. La crise agraire, mieux connue, reste cependant à analyser plus largement et plus à fond, notamment dans ses secteurs non-céréaliers. La crise industrielle également réserve des terrains de choix aux chercheurs, notamment dans le domaine de l'industrie lourde et du bâtiment. Enfin, il reste l'explication sociale esquissée, sinon tentée avec succès, par les auteurs des études recensées: étude des réactions bourgeoise comme des réactions prolétariennes, éminemment variées et souvent contradictoires suivant la position et le degré de développement social et économique du groupe humain envisagé. Ainsi seront rassemblés autant d'éléments utiles à l'étude d'une «économie intermédiaire» comme celle de 1846—1851, utiles à l'établissement d'un «lourd bilan de destruction» de crise. Il resterait à envisager le problème majeur des rapports des circonstances de crise avec les événements politiques de 1846 à 1851: là est le plus difficile, car il ne s'agit de rien moins que d'une recherche des causes d'une révolution. Tel n'était pas le but d'un ouvrage qui nous donne cependant quelques vues sur la nature de ce passionnant objectif.